

L'autonomie énergétique au cœur des débats

La seconde édition du salon Energ'îles, Energ'isule, s'est déroulée hier aux studios ATACC à Baleone. Crise sanitaire oblige, les principaux décideurs en matière de politique de l'énergie étaient réunis sur le plateau, le temps de trois émissions débats. À voir ou à revoir en ligne

La première édition du salon Energ'îles consacré à la problématique énergétique des territoires insulaires tels que la Corse, la Guadeloupe, la Réunion et la Martinique s'était déroulée au palais des congrès d'Ajaccio, trois jours durant. L'événement, organisé à l'initiative de l'Agence d'aménagement durable, d'urbanisme et d'énergie (AUE) de la Corse avait réuni plusieurs centaines d'acteurs institutionnels, économiques, associatifs ainsi que des experts européens de renom et avait fait la part belle aux conférences, ateliers et autres animations pour le public scolaire. Cela se passait en 2013.

Hier, à l'heure de l'expansion du coronavirus, c'est aux studios ATACC International à Baleone que s'est tenue la seconde édition de la manifestation. Au passage, les participants ont accéléré le virage digital. Autre temps, autre lieu et autre format, avec à l'appui des solutions innovantes. « Cette année, Energ'îles innova et devient Energ'isule-Web TV », souligne-t-on depuis l'AUE. La nouvelle donne se confond avec trois émissions-débats.

Au programme de la journée, « La Corse à l'avant-garde de la

transition énergétique », « L'autonomie énergétique des îles » et « Les îles, des territoires pionniers pour la transition énergétique ». Autour de la table, entre autres, Jean Bianucci, président de l'AUE, Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de Corse, Laurent Michel, directeur général, direction générale de l'énergie et du climat ou encore Catherine Edwige, commissaire à la commission de régulation de l'énergie CRE. Les « amis insulaires », selon la formule de Gilles Simeoni, étaient de la partie, en présentiel, pour Lionel Boutrin conseiller exécutif en charge de l'énergie à la Martinique et, en visioconférence, pour les vice-présidents du conseil régional de la Guadeloupe et de La Réunion. Tous sont acquis à la nécessité de faire porter l'accent sur les légitimes ambitions des insulaires s'agissant de l'autonomie énergétique, sur l'évolution des modes de production et de consommation en ce sens et afin de lutter contre le changement climatique.

Un moment charnière

Depuis l'AUE, on a aussi décidé de casser l'entre-soi et de si-



Sur le plateau, prendront aussi place, aux côtés des élus et des représentants de la DGEC et de la CRE, Don-Marc Albertini, EDF ; Fabrice Boissier, directeur général délégué Ademe et Anne-Marie Perez, directrice générale du pôle de compétitivité Capenergie.

EMILIE RAGUZ

tuer les discussions dans l'espace public. « L'objectif est de permettre au plus grand nombre de suivre les débats et d'y prendre part de façon interactive depuis le site internet et les réseaux sociaux de l'AUE. Les émissions ont été diffusées en direct et restent accessibles en ligne », insiste-t-on. La transi-

tion énergétique, c'est l'affaire de tous.

D'autant plus qu'Energ'isule intervient à une période charnière. « D'ici peu, nous allons soumettre à l'Assemblée de Corse la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Le mois d'octobre 2020 coïncide en

outre avec la mise en place du cadre territorial de compensation pour la Corse. Nous nous apprêtons, en outre, à signer une convention avec l'opérateur historique, c'est-à-dire EDF », rappelle Jean Bianucci.

Les avancées institutionnelles s'enchaînent à une cadence sou-

tenue. « Ce qui nous permettra d'être plus performants et de viser des objectifs plus ambitieux », se félicite-t-il. Dans sa feuille de route, il a inscrit la rénovation énergétique de trois mille logements individuels et collectifs par an, soit trente mille logements au total en dix ans. « Cette démarche reflète, en plus une dimension sociale forte, puisque notre intervention renverra tout à la fois au logement insalubre et à la précarité énergétique. La diversité géographique de notre territoire sera un autre facteur à prendre en compte », complète-t-il.

Au-delà, le programme sera indissociable « très concrètement de l'amélioration de la qualité de vie et du pouvoir d'achat des bénéficiaires de l'opération. Cela signifie encore un supplément d'activité pour les entreprises de BTP, un travail de certification et de valorisation des filières professionnelles, de la construction et de la réhabilitation de logements dans l'intérieur. Nous assistons à l'émergence d'un nouveau système économique, avec en plus la formation des hommes qui s'y rattache », poursuit Gilles Simeoni. La maîtrise de l'énergie à l'échelon insulaire brasse large.

VÉRONIQUE EMMANUELLI